

LES 656 LOGEMENTS DE SONATRACH DE FILFILA À SKIKDA

L'ex-Sicel sans statut et exposée à l'amiante

Les 656 logements de fonction de Sonatrach, implantés à la cité Mohammed-Zendouh (ex-Sicel), dans la commune de Filfila, construits dans le cadre du programme 5 027 logements préfabriqués en 1982 du ministère de l'Habitat, sont toujours en quête d'une régularisation administrative. Les locataires ne comprennent pas le fait que des cas similaires, à Arzew et Oran, aient été apurés, alors que celui de Skikda stagne toujours.

27 ans après leur occupation par des employés relevant des complexes de la plateforme pétrochimique de Skikda, les immeubles en charpente métallique et en amiante, avec vue sur la mer, subissent une dangereuse corrosion avec d'éventuels effets cancérigènes. La cité a dépassé sa durée de vie estimée à 25 ans. Toits et fenêtres perméables aux eaux pluviales, rampes trouées, odeurs de moisie ressenties à des dizaines de mètres à la ronde, des murs de séparation en plâtre qui se craquellent, canalisations d'AEP dégradées sont, entre autres, les lacunes relevées lors de notre déplacement sur les lieux. L'aménagement au sein du quartier laisse aussi à désirer. Le déversement des eaux usées contribue à sa manière à la dégradation du réseau routier. La terre se fissure au niveau du rez-de-chaussée de quelques immeubles, ce qui peut provoquer à court terme un effondrement.

Les locataires appréhendent également le danger que peut provoquer l'amiante, produit hautement cancérigène. Terme que réfute le directeur de l'environnement de la wilaya de Skikda, lors de la rencontre dans son bureau. «L'amiante est nocive dans sa production mais pas dans la construction. Elle n'est dangereuse que pour les employés qui la fabriquent dans les usines.»

Au sujet d'un quelconque rapport d'expertise, notre interlocuteur a été catégorique : «Je peux vous confirmer, bien que ce volet relève des prérogatives de la direction du logement et des équipements publics (Dlep), qu'il n'existe pas.» Nos différentes tentatives de prendre contact avec

le Dlep ont été vaines. Même le CTC, organisme très prolifique en matière de rapports, n'en a pas délivré pour cette affaire, du fait «de l'absence d'une demande formulée par le propriétaire, celle émanant de citoyens n'est pas recevable, car ces derniers sont des locataires», indique notre source. L'absence d'un rapport d'expertise montre que cette cité serait le dernier des soucis des instances compétentes.

A commencer par Sonatrach. Le propos est référencié historiquement. Depuis son désistement informel, l'entreprise n'a notifié aucune décision de ce genre. «Entre 1985 et 1987, quatre agents de la Sonatrach assuraient la sécurité et le nettoyage du site.

Leur départ a été synonyme pour nous du désistement des logements à notre profit. Contrairement à cette idée reçue, nous continuons à ce jour à payer le loyer, en fonction du complexe où on exerce et de la catégorie professionnelle à laquelle on appartient. Bizarre, vraiment bizarre», nous informe un habitant. Hormis l'Enip, qui est représenté par 250 employés, la plupart relevant de la CP1K, soit plus du tiers, les autres complexes (Naftec, GTP, la Somik...) continuaient de procéder à des prélèvements à la source, estimés entre 90 et 220 DA mensuels.

Le hic, c'est qu'en dépit de cette «extirpation» de loyers, Sonatrach n'a jamais, aux dires des habitants, entrepris de travaux, depuis son départ en 87, de quelque nature qu'ils soient. Pourtant, des correspondances attestent de la volonté d'en finir. La résolution n°34-02 sanctionnant la réunion du conseil d'adminis-



Photo : D. R.

tration de Sonatrach Spa, datée du 20 mars 2002, à Alger, stipule qu'«après avoir pris connaissance de la situation des logements de Sonatrach, constate la sensibilité et la complexité de la gestion de ce patrimoine». Il y est recommandé de «procéder à la vente au profit des travailleurs des logements non destinés à l'astreinte sur lesquels Sonatrach détient un droit de propriété établi et de procéder à l'assainissement progressif de la situation juridique des autres logements et céder aux travailleurs les logements non destinés à l'astreinte au fur et à mesure de l'assainissement de leur situation». Selon toujours la mission, «pour cela, le conseil d'administration approuve les modalités de cession suivantes : cession au prix coûtant des logements neufs non affectés, cession à des prix déterminés par une expertise habilitée (services des Domaines) des logements affectés ou occupés».

Les différentes APC qui se sont succédé, bien qu'elles aient entamé leurs campagnes électorales sur des promesses de régler le chapitre juridique de l'ex-Sicel, sans portée pratique bien sûr après la fin de leurs mandats, ont eu au moins le mérite de réaliser l'éclairage public, collecter les ordures, curer les avaloirs ou en mettre d'autres.

Au niveau de la plus haute institution élue, à savoir le Parlement, des démarches ont, en revanche, été entreprises par un groupe de députés de Skikda, d'obédiences confondues. C'était en 2001, durant la période où Benflis était chef de gouvernement. Le dossier été abordé avec d'autres tels l'université, la radio et le logement au niveau de la wilaya. En 2011, Skikda dispose d'un pôle de savoir et d'une radio locale, mais pas encore de statut pour cette cité. Selon des sources concordantes, l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, s'est vu exposer le cas, lors de l'une des visites d'inspection et de travail effectuées à Skikda, exactement au cours d'un dîner à Naftec. Devant les autorités de la wilaya, tout en reconnaissant le fait que la société des hydrocarbures a seulement contribué au financement du programme de construction, il a affirmé que sa rénovation fait en revanche partie des prérogatives de la wilaya. Propos qui n'ont pas, selon notre source, été démentis par le wali, Tahar Melizi, présent sur les lieux. Selon les citoyens, citant les dires du P/APC de Filfila durant 2002-2007, le wali suscitait également montré, lors d'une séance de travail, sa disponibilité à financer, à parts égales avec Sonatrach, des travaux de réhabilitation des

immeubles, que l'on a évalués à 130 millions de dinars. L'idée de transférer les logements vers le patrimoine de l'OPGI n'a également jamais été concrétisée. Elle existe depuis février 1992, date d'installation d'un groupe de travail placé sous l'égide de la direction générale du Trésor, composé des représentants de Sonatrach, de la direction générale des Domaines ainsi que du ministère de l'Habitat. Cette information est puisée de la correspondance n°640/95 du directeur général de Sonatrach, N.C. Zouioueche, datée du 18 novembre 1995 et adressée au wali de Skikda de l'époque, en réponse à ce dernier.

On y lit également que «dans le but d'un transfert réglementaire, une série de conditions, d'observations et de propositions a été arrêtée avec certaines difficultés qui

affectent sa diligence. Aussi, nous vous informons que nos instructions à nos services pour prendre en charge l'entretien des immeubles de la cité, jusqu'au règlement définitif du dossier». 16 ans après, les habitants n'ont rien vu venir. Le directeur général de l'office de Skikda nous déclare : «Verbalement, oui, j'ai eu une proposition dans ce sens.

C'est tout.» Un petit cadeau empoisonné dont l'OPGI a refusé l'offre. Les raisons sont multiples. Tacitement, elles n'ont jamais été avouées. Mais à la lumière des indiscretions récoltés ici et là, on peut avancer celle liée au fait que le dossier technique de la cité, élaboré par l'entreprise de réalisation italienne Sicel, n'aurait jamais été rendu public, même des années après le départ de celle-ci.

Un terrain miné. Que ce soit Tahar Melizi ou son prédécesseur Salhi Djamel-Eddine, ces deux commis de l'Etat n'ont jamais été réticents à l'idée de prendre en charge la cité Mohammed-Zendouh de Filfila.

Il ne leur a manqué que la volonté pratique. L'actuel wali, Mohamed Bouderbali, apostrophé par un groupe de locataires, lors de la visite effectuée à Filfila, en date du 5 janvier, a promis de saisir officiellement Sonatrach pour en finir avec ce dossier. Gageons que cette fois-ci ce sera la bonne. C'en est trop pour les quelque 3 000 habitants.

Zaid Zoheir

CHÔMAGE À JIJEL

Une situation préoccupante

Les émeutes qui ont ébranlé le pays ces derniers jours ont remis sur le tapis la question de l'emploi, les dispositifs mis en place par les pouvoirs publics ayant montré leurs limites. En effet, selon un rapporté établi par la commission des affaires sociales relevant de l'Assemblée populaire de wilaya, la situation de l'emploi n'est guère reluisante, car le nombre de demandeurs d'emploi inscrits au niveau de l'Agence nationale de l'emploi durant la période de 2006-2010 a atteint 84 569 demandeurs, ce qui exprime cette situation préoccupante. Le rapport a souligné par ailleurs que durant la période 2006-2007, le nombre de placements n'ont pas dépassé les 2 430 pour un total pour la même période de 29 259 demandeurs d'emploi soit un taux de 8,3%. Un chiffre qui demeure en deçà des attentes des chômeurs, notamment les diplômés de l'université.

Le visiteur du siège de l'Anem de Jijel, sise à la cité administrative, sera frappé par le nombre impressionnant de chômeurs agglutinés devant le siège de cet organisme. Lors de notre passage, nous nous sommes entretenus avec un groupe de jeunes, l'un d'eux nous a affirmé qu'il était contraint de se lever à 5h du matin pour qu'il puisse avoir le fameux jeton qui lui permet d'avoir la fameuse carte bleue.

Un parcours du combattant pour ces chômeurs qui ne savent pas à quel saint se vouer en cette conjoncture économique caractérisée par l'érosion du pouvoir d'achat d'une bonne partie de la population locale. Par ailleurs, selon les services de la Cnas de wilaya, on dénombre 27 711 travailleurs assurés alors que le nombre des assurés de la Casnos est de 23 678 dont 13 525 en activité. Le rapport de ladite commission précise que la tranche d'âge des demandeurs d'emploi varie entre 16 et 59 ans, et que leur nombre vers la fin du mois de décembre dernier a atteint 430 296 au moment où les officiels affirment que le taux de chômage est de l'ordre de 9,8%.

B. Ines

EXERÇANT AU SEIN DE L'ENAD ERRIMEL

200 travailleurs des unités de Skikda et de Tébessa sont sans salaire depuis 4 mois

Deux cents travailleurs de l'Entreprise nationale des produits d'entretien et de détergents (Enad) Soder (Errimmel) de Constantine, dont 84 exerçant au sein de l'unité de Skikda, implantée dans la zone de dépôt de Hamrouche-Hamoudi, sont sans salaire depuis 4 mois. On estime à 20 millions de dinars le total des arriérés impayés à 9 employés au siège de la direction de Constantine, des travailleurs de deux unités qui en dépendent, à savoir Laouinet (Tébessa) et Skikda (déjà citée).

Les pères de famille appréhendent un avenir des plus moroses. Cela est justifié par le fait que l'unité de Skikda est pratiquement à l'arrêt depuis le mois de décembre. Depuis 2 années au moins,

des déficits d'ordre structurel et financier en sont les causes principales. «Le manque criant de matière première a provoqué le ralenti de l'entreprise», nous indique le secrétaire général de la section syndicale de l'unité de Skikda, Ben Djaber Azzeddine.

«L'endettement de l'Enad s'aggrave. 123 millions de dinars est le montant de la dette à honorer auprès des organismes de la Cnas, de la direction des impôts, de la commune de Hamadi-Krouma et des fournisseurs. Des employés et les ayants droit des travailleurs décédés n'ont pas perçu les primes de fin de carrière ni le capital décès», lit-on dans un communiqué dont nous détenons une copie.

Comme mesures salvatrices, il est recommandé de doter l'entreprise de nouveaux matériels et de matière première. «Ce qui reste insuffisant ; c'est comme mettre une caudère sur une jambe de bois !» nous dira un expert en la matière. «Ce qu'il faut plutôt, c'est préconiser un plan

de redressement à multiples facettes, car la technologie et les méthodes prônées par l'entreprise sont obsolètes et la privent d'être concurrentielle sur le marché», ajoutera-t-il.

Selon ledit communiqué, outre le fait que l'entreprise soit endettée, elle est par ailleurs détentrice de créances auprès de la Sodige (Société nationale de distribution des produits détergents), relevant du portefeuille chimie et pharmacie (SGP GEPHAC spa), s'élevant 270 millions de dinars. La Sodige, en cessation de paiement depuis 2006, est en voie de liquidation. Le dossier de cette dernière, citant les informations divulguées par la fédération du secteur, serait au niveau de la direction des domaines de la wilaya d'Alger.

Le cas des unités de Skikda et de Tébessa est-il indissociable de celui de l'Enad, qui a engagé un partenariat fructueux avec Henkel ?

Z. Z.